

ICT Update

Un bulletin d'alerte pour l'agriculture ACP

Numéro 68
Octobre 2012



<http://ictupdate.cta.int>

Des femmes se font vidéastes pour dénoncer l'inégalité des genres dans les TIC

Par SMS, des femmes signalent les actes de violence dont elles sont victimes

L'accès au portable améliore les aptitudes commerciales des entrepreneuses



TIC et émancipation des femmes

TIC et émancipation des femmes

- 2** Rédacteur invité
Perception et attitude
Dorothy Okello
- 4** Sensibiliser les femmes
Bett Kipsang'et
Noélie Marceline Ouédraogo
- 7** Femmes, vidéo
et développement rural
Marcie Boyd
- 8** Des SMS contre la violence
Kimberly Bautista
- 10** Entrepreneuses et TIC
Minenhle Ngwenya
- 11** Signet
Prenez soin de votre santé
- 12** Ressources
- 13** Q&R
Une inégalité hommes-femmes
séculaire
Anne Webb
- 14** Dépêches
- 16** Parlons Tech
Le bureau en dehors du bureau
Sheida Mutuku

ICT Update



ICT Update numéro 68, octobre 2012.

ICT Update est un magazine multimédia disponible à la fois sur Internet (<http://ictupdate.cta.int>), en version papier et sous forme d'une newsletter diffusée par courriel. Parution du prochain numéro en décembre 2012.

Rédacteur : Evert-jan Quak
Coordination rédactionnelle (CTA) : Chris Addison, Ken Lohento, Giacomo Rambaldi
Recherchiste : Cédric Jeanneret-Grosjean
Correction : Mark Speer (anglais) et Jacques Bodichon (français)
Réalisation graphique : Anita Toebosch
Traduction : Patrice Deladrier
Photo de couverture : Geoff Moore / Rex Features / HH
Copyright : ©2012 CTA, Wageningen, Pays-Bas

<http://ictupdate.cta.int>



Ce permis s'applique seulement à la partie des traces de cette publication.

Rédacteur invité

Perception et attitude

Certes, l'accès et l'utilisation des TIC se féminisent depuis dix ans ; mais leur prix autant que la perception et l'attitude à l'égard de cette féminisation posent encore question.

Le dernier article consacré par *ICT Update* à la question des femmes et des technologies de l'information et de la communication (TIC) remonte à 2002 ; or tout a changé depuis, en termes de disponibilité et d'accès. En 2002, on savait déjà que les TIC chambouleraient les activités de soutien à l'agriculture et au développement rural. Depuis, le secteur des télécommunications a explosé aux quatre coins de la planète. eTransform Africa rapporte qu'en 2000 l'Afrique comptait moins de 20 millions de lignes téléphoniques fixes et que 3,5 millions de raccordements étaient en attente. L'essor des réseaux mobiles fait

activités comme l'envoi d'alertes et d'astuces agricoles par SMS, l'insertion d'appels téléphoniques dans les émissions de radio, ou l'organisation de campagnes de plaidoyer par SMS durant les « 16 journées d'activisme contre la violence faite aux femmes ».

Propriété

La question des femmes et des TIC se pose-t-elle donc encore ? L'expérience de WOUNNET, qui continue de se préoccuper de l'accès et de l'usage des TIC, nous apporte un élément de réponse. En 2011, avec le soutien du bureau local du Fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), WOUNNET a formé 25 paysans (hommes, femmes et jeunes) de trois écoles d'application agricole du nord de l'Ouganda à l'utilisation combinée de trois TIC – le portable, la radio et le Centre d'information rural – pour obtenir les prix du marché.

Dans les villages reculés d'Amuru et d'Anaka, le portable permet de rester en contact avec les proches et les amis. À l'occasion, il permet d'appeler les talk-shows de la radio locale pour faire un petit coucou ou participer au débat du jour. Lorsque WOUNNET a demandé à Angelina, une paysanne locale, si elle s'était déjà servie d'un téléphone, elle a répondu « Oui, je l'utilise parfois pour appeler des amis et des connaissances. » Il vous appartient ? « Non, il est à mon mari. Quand j'en ai besoin, je lui demande de me le prêter. » Il y a donc toujours un problème de propriété, surtout dans les villages reculés.

En 2007, RIA (Research ICT Africa) a mené une enquête dans 16 pays africains. Il en ressort que, dans 11 d'entre eux, les chances de détenir un portable sont les mêmes chez les hommes et chez les femmes à revenu, niveau d'éducation et d'emploi similaires. Elles sont même plus grandes pour les Sud-Africaines et les Mozambicaines ; elles ne sont plus faibles que pour les Sénégalaises et les Tanzaniennes. Dans tous les cas,

Les épouses disent que leurs maris deviennent très suspicieux dès qu'elles ont leur propre portable

que l'Afrique compte aujourd'hui 500 millions d'abonnements. En d'autres termes, il y a plus d'Africains qui ont accès à un portable qu'à l'eau potable, à un compte en banque ou à l'électricité. La situation est analogue dans les Caraïbes et le Pacifique, où le réseau cellulaire couvre au moins 98 % de la population, d'après un rapport de la Banque mondiale et de l'Union internationale des télécommunications (UIT).

L'essor des TIC en général, et du portable en particulier, a entraîné l'apparition d'une pléthore de services et d'applications, qu'il s'agisse de services financiers au Kenya, d'informations sur les marchés agricoles au Ghana, de la déclaration d'impôts électronique en Afrique du Sud ou de systèmes d'irrigation par capteurs en Égypte. En 2002, WOUNNET se servait principalement du courriel et du web, ce qui restreignait son champ d'action à ses groupes-cibles : les femmes et les associations féministes ougandaises. En 2012, la gamme des TIC s'est étendue et le portable engendre de nouvelles

cependant, l'étude constate que les hommes dépensent plus en communications que les femmes, et que les dépenses des femmes en communications représentent une part plus importante de leurs revenus. Lorsqu'elle tient compte en outre de facteurs tels que l'âge, le niveau d'éducation, le revenu, la zone rurale, le type d'emploi, l'appartenance à un réseau social et les singularités nationales, l'enquête de RIA constate que les femmes connaissent et utilisent moins l'Internet et que peu de femmes ont une adresse courriel. Elle constate en outre que davantage d'hommes que de femmes écoutent la radio – principale source d'information des populations rurales et à faible revenu.

Facilité d'emploi

« En maîtrisant les TIC, tu pourras mettre très rapidement ton riz sur le marché ! » Ni cette incitation, ni l'idée de faire la publicité de son riz via l'affichage public mis en place par le projet n'ont convaincu Christine, une des agricultrices présentes à la session de formation de WOUGNET. Moralité : ne jamais oublier l'importance de la perception, de l'attitude et du changement lorsqu'on s'interroge sur la pertinence et le prix des TIC en fonction du genre.

La question des femmes et des TIC se pose donc encore, autant que celle des raisons qui font qu'on commence à utiliser les TIC, puisqu'elles s'avèrent différentes selon le sexe. Les hommes ont une approche utilitaire de la technologie, alors que les femmes seraient davantage séduites par sa facilité d'emploi, d'après un rapport de 2000. Qu'en est-il en 2012, face à la plus grande convivialité des TIC et à une prise de conscience de leur champ d'application ? Et avec quelles conséquences pour les inventeurs et les développeurs de matériels et de logiciels qui veulent répondre aux besoins des deux sexes ?

La situation des femmes rurales et à faible revenu dans les pays ACP est particulièrement intéressante à cet égard. Bien que les options technologiques aient beaucoup évolué en dix ans, au point d'assister à une prolifération du portable, du Web 2.0, etc., les préoccupations premières et les besoins particuliers des femmes rurales et à faible revenu n'ont pas tant évolué que cela. En 2012, le programme mWomen du GSMA a publié une recherche, *Striving and Surviving*:

Exploring the Lives of Women at the Base of the Pyramid, à laquelle ont participé plus de 2 500 femmes de quatre pays : l'Égypte et l'Ouganda pour l'Afrique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le Pacifique et l'Inde pour l'Asie.

Leur en donner pour leur argent

Ces pays ont été choisis pour leurs différences sociales, culturelles et commerciales. Vu la grande diversité de l'Inde, 1 000 femmes y ont été sélectionnées, contre 500 dans chacun des trois autres pays. Les principales constatations de l'étude, bien que se rapportant spécifiquement à l'usage du portable, décrivent les besoins particuliers des femmes vivant au bas de l'échelle, c.-à-d. avec moins de deux dollars par jour, en termes d'accès et d'usage des TIC. Première conclusion : les services et applications TIC doivent être accessibles et pertinents eu égard au quotidien de ces femmes. En d'autres termes, les services SMS doivent leur en donner pour leur argent puisque 37 % seulement des femmes utilisent le SMS (contre 77 % pour les appels vocaux). Les applications mobiles de santé – ou autres – doivent parfaitement s'intégrer dans le quotidien de ces femmes pour susciter leur adhésion. Sur les 84 % de femmes ayant besoin d'informations sanitaires, moins de la moitié souhaitent les obtenir via leur portable.

Deuxième conclusion : l'utilisation des services et applications TIC se heurte à un manque (parfois total) de maîtrise des TIC. Près d'un quart des femmes interviewées ne veulent pas



Dorothy Okello (dokello@wougnet.org) est la fondatrice et directrice de WOUGNET (<http://wougnet.org/>).

acquérir de portable parce qu'elles ne savent pas s'en servir. Un autre quart connaît toutefois l'Internet mobile. Mais 2 % seulement l'ont déjà utilisé, ce qui limite le champ d'exploitation de services mobiles basés sur Internet. À nouveau, les services et programmes TIC doivent intégrer les questions de genre afin de promouvoir un accès équitable. Comme l'ont souligné plusieurs études consacrées aux TIC et la violence faite aux femmes, plus de 80 % des épouses disent que leurs maris deviennent très suspicieux dès qu'elles ont leur propre portable.

Rien ne sert d'accroître la disponibilité et l'accès aux TIC, ni leurs services et applications dans les zones rurales, s'il subsiste des problèmes d'accès fondamentaux (infrastructure, pertinence, prix abordable), de même que des problèmes de perception et d'attitude envers la féminisation des TIC. L'accès égal des hommes et des femmes aux TIC doit faire l'objet d'un plaidoyer constant. ◀



L'essor des TIC en général, et du portable en particulier, a entraîné l'apparition d'une pléthore de services et d'applications utiles aux femmes. Mais il reste des questions fondamentales à régler au niveau de la maîtrise des TIC, de la propriété et du prix de l'appareil et du rapport coût-avantages.

Margaret Wanjiku Mwangi se rend régulièrement au Ng'arua Maarifa ICT Centre depuis que ce dernier a été inauguré, voici sept ans, par l'ALIN (Arid Lands Information Network) dans le comté rural de Laikipia, au Kenya. Cette paysanne s'y est gratuitement formée à l'informatique et y emprunte des livres et des magazines pour dénicher le moyen d'améliorer sa productivité. C'est ainsi qu'elle a appris à conserver des semences de légumes afin d'accroître sa sécurité alimentaire. C'est de là aussi que lui est venue l'idée de cultiver son propre potager durant la saison sèche et de concocter des jus de

qui ont peur de se rendre au Maarifa Centre pour poser des questions et recourir à ses services », dit-elle. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette hésitation : l'analphabétisme, les corvées domestiques, la technophobie et des maris peu coopératifs.

Les freins économiques et cognitifs ne sont pas les seuls à influencer l'accès des femmes aux TIC. L'accès aux TIC n'est pas le même selon le sexe, surtout en zone rurale. Cela peut varier selon le statut social de la famille, mais les gadgets électroniques sont souvent l'apanage de l'homme. Lorsqu'une famille ou un de ses membres possède un téléphone

femmes. « Nous nous efforçons de sensibiliser les hommes à cette problématique pour qu'ils autorisent leurs femmes à trouver des solutions à leurs problèmes, de leur propre initiative, grâce aux TIC », ajoute Kipsang'. « Nous avons mis en place des cours de formation destinés à l'ensemble de la communauté, mais plus spécifiquement aux femmes. Nous leur faisons connaître des initiatives de commerce en ligne, par exemple, qui leur permettent de vérifier les cours du marché sur un portail web, via Internet et leur téléphone portable. »

Ce portail s'appelle Sokopepe, ce qui, librement traduit du swahili, signifie

Sensibiliser les femmes

Il ressort de deux projets, l'un au Kenya, l'autre au Burkina Faso, que les paysannes qui ont un meilleur accès aux TIC s'en servent pour améliorer leurs moyens d'existence. Il n'empêche que la fracture numérique et de sérieux problèmes entravent la déclinaison des TIC au féminin.

fruits « maison », qu'elle vend lors des fêtes et des célébrations.

Grâce aux formations dispensées par le centre, Mwangi a également appris à se servir de son portable et d'Internet pour vérifier les prix du marché.

« Quand vient le moment de récolter », dit-elle, « j'utilise mon portable pour vérifier les prix dans les principales villes et prendre le pouls du marché. Je communique ces informations à mes voisines pour que nous ne soyons plus exploitées par les intermédiaires. »

Certes, un meilleur accès aux TIC favorise leur utilisation par des femmes rurales africaines comme Margaret Wanjiku Mwangi. Force est néanmoins de constater qu'une bonne partie de la population féminine reste sur la touche. Mwangi le voit dans son entourage : « je connais des femmes

portable ou autre gadget électronique, c'est toujours l'homme qui en contrôle l'accès et l'usage ; la femme dépend de son bon vouloir.

Esprit d'initiative

Bett Kipsang', agent de terrain au Ng'arua Maarifa Centre, peut témoigner de l'expansion quotidienne des TIC au féminin, mais aussi de la difficulté à atteindre les paysannes qui ont raté le train des TIC. Il a personnellement vécu le cas d'une femme venue au Maarifa Centre pour obtenir son numéro d'identification personnel (PIN) exigé par le gouvernement pour la déclaration fiscale. Le mari, qui l'avait accompagnée, ne cessait de la harceler sur le fait qu'elle ne lui avait pas dit « ce qu'elle traficotait sur l'ordinateur ». Cette femme s'est trouvée si mal qu'elle a dû partir avant d'avoir son code PIN. Elle est revenue le chercher, seule, le lendemain.

Ce genre de situation décuple sa volonté d'aller de l'avant en proposant des projets et des services qui féminisent l'accès des TIC. Le Ng'arua Maarifa Centre organise des séminaires et des sessions de formation pour veiller à une représentation égale des

« marché en ligne » (www.sokopepe.co.ke). Développée par l'ALIN, cette initiative commerciale envoie aux paysans locaux des SMS qui les informent sur la situation du marché et leur permet de télécharger leurs offres en ligne et de recevoir des informations de différents centres commerciaux afin de vendre leur production en toute connaissance de cause. Ce système aide aussi les femmes rurales à connaître les prix et l'emplacement des acheteurs potentiels. « Une paysanne des régions rurales de Sipili », explique Kipsang', « peut négocier avec un acheteur situé à 480 km, c.-à-d. à Nairobi, la capitale prodigue du pays. Grâce aux services TIC, les femmes peuvent commercialiser leur production. »

Journées délocalisées

Faire venir les femmes aux ateliers et aux séances de formation pour y apprendre le maniement des TIC relève toutefois de la gageure. Au fil des ans, le Maarifa Centre a appris qu'il était plus facile de faire venir les femmes à des journées d'activité délocalisées, les femmes étant souvent asservies à des corvées ménagères.

Bett Kipsang' (ngaruamaarifa@alin.net) travaille pour l'ALIN (Arid Lands Information Network) comme agent de terrain au Ng'arua Maarifa Centre, dans le comté de Laikipia, au Kenya. Noélie Marceline Ouédraogo (ouednoelie@gmail.com) est la fondatrice et la coordinatrice en chef de l'association Songtaaba.



« Maintenant, j'utilise mon portable pour vérifier les prix dans les principales villes et prendre le pouls du marché. »

C'est la raison pour laquelle le centre organise chaque mois ce type d'activité au profit des femmes de villages reculés. Au programme notamment, des présentations et des démonstrations de bonnes pratiques agricoles, de collecte de l'eau et d'autres activités agricoles pertinentes, telles que l'utilisation des TIC. À l'issue de ces visites, les femmes sont plus enclines à pousser la porte du centre.

Plusieurs démarches sont nécessaires pour faire comprendre aux femmes tout le profit qu'elles peuvent retirer de l'utilisation des TIC. La plupart d'entre elles sont analphabètes ou peu instruites, ce qui complique d'emblée le recours aux TIC, et plus encore lorsque les services offerts le sont dans une langue étrangère comme l'anglais. Le Maarifa Centre demande aux femmes instruites du groupe de lire et d'expliquer les informations aux autres durant les réunions.

Des vidéos traduites en langue locale sont montrées à l'aide de projecteurs ou d'iPods pour introduire de nouvelles méthodes agricoles ou commerciales et des mesures prophylactiques. « Dans le cas des femmes rurales, notre approche se distingue par sa "convivialité" et la simplicité des équipements utilisés », explique Kipsang'.

Techniques de vente

La simplicité est également au cœur de la démarche suivie par Songtaaba, une association burkinabé de commercialisation de produits cosmétiques à base de beurre de karité, pour former des femmes rurales au maniement des TIC dans ce secteur économique national. Au Burkina Faso, le beurre de karité est en effet « l'or des femmes » depuis des décennies. Elles le produisent à partir des noix de l'arbre à karité, qui pousse à l'état sauvage dans

les savanes d'Afrique de l'Ouest. L'arrivée des TIC en 2005 a toutefois chamboulé l'existence des productrices, souligne Noélie Marceline Ouédraogo, responsable de Songtaaba.

Songtaaba produit deux types de beurre : le Karipur, un beurre traditionnel, et Karibio, un beurre certifié bio. L'association propose aussi un savon au beurre de karité ainsi que des épices séchées, autre activité traditionnelle des femmes burkinabé. L'association procure du travail à plus de 3 100 femmes dans 11 villages, et ses revenus ont considérablement augmenté depuis l'arrivée des TIC. La création de son propre site Internet lui a également donné un nouvel élan, par l'amélioration de ses techniques de vente et de marketing. Ce sont désormais des femmes qui actualisent et gèrent le site et traitent les courriels entrants. Le site revêt de l'importance pour donner des informations sur les prix et les produits à un large public et aux acheteurs potentiels. On peut passer commande par courriel, ce qui rend la communication avec des clients internationaux – les distributeurs canadiens et français pour les marchés nord-américain et européen,

Au Kenya et au Burkina Faso, deux projets axés sur l'autonomisation des femmes rurales grâce aux TIC prouvent que les paysannes qui ont un meilleur accès aux TIC et qui en apprennent le maniement s'en servent pour améliorer leurs moyens d'existence. Ces expériences révèlent néanmoins que la fracture numérique et de sérieux problèmes continuent d'entraver la déclinaison des TIC au féminin.

Liens corrélés

N'garua Maarifa Centre est l'un des 12 centres TIC créés par le réseau régional associatif ALIN (Arid Lands Information Network). Le centre gère deux blogs, l'un étant une plate-forme destinée aux journalistes-citoyens..

→ www.alin.net

→ <http://ngarumaarifa.blogspot.com/>

→ <http://laikipiaruralvoices.blogspot.com/>

Site web officiel de l'association Songtaaba

→ www.songtaaba.net/

Vidéo de présentation du travail de l'association Songtaaba

→ www.dailymotion.com/video/x30y72_association-song-taaba_news



notamment – plus efficace et plus fiable. En deux ans, l'introduction des TIC a fait grimper les commandes de près de 70 %, et cela continue...

Visibilité

Dans les villages où elle opère, l'association Songtaaba a créé des télécentres qui sont gérés par des femmes rurales qu'elle a formées, explique Noélie. « Les femmes y ont accès au téléphone, à l'ordinateur et à Internet pour leur activité commerciale ainsi qu'à des informations sur les foires et les rencontres régionales et internationales qui promeuvent les produits à base de beurre de karité. »

Le succès de l'association ne repose pas uniquement sur une meilleure commercialisation et une plus grande visibilité sur la toile, mais aussi sur le recours au portable pour les communications internes. Dans chaque village, les femmes partagent un téléphone pour communiquer avec le siège central, situé à Ouagadougou, capitale du pays. Les femmes utilisent en outre le GPS pour localiser les noix de karité, les semences de sésame et l'arachide. « Pour répondre aux normes de certification bio, nous devons cartographier précisément les arbres utilisés », explique Noélie. « Les productrices doivent donc apprendre à

positionner et à numérotter les arbres à karité via le système GPS installé sur le portable, puis à enregistrer ces données. » C'est le passage obligé pour augmenter les prix et le revenu.

Besoins des femmes

Des projets comme l'association Songtaaba et le Ng'arua Maarifa Centre s'avèrent efficaces pour soutenir l'apprentissage des TIC, de la lecture, de l'écriture et de diverses sources d'information utiles auprès de femmes désireuses de créer et de gérer leur propre entreprise, de s'assurer des moyens d'existence durables et de participer à la vie sociale et politique. Kipsang' et Noélie s'accordent toutefois à dire qu'il incombe aux développeurs de logiciels, au secteur des TIC ainsi qu'aux créateurs et aux investisseurs de prendre conscience des besoins et des intérêts spécifiques des femmes en matière de TIC. « S'ils s'intéressaient davantage aux femmes et à leurs besoins particuliers, en leur apportant une aide au niveau de l'économie ménagère, de la gestion du foyer, de l'accès au marché, des informations sanitaires, de la nutrition et des soins, les femmes seraient plus enclines à se servir des TIC », conclut Kipsang'. « Elles assument une grande partie des responsabilités familiales ; si les TIC étaient disponibles à un prix raisonnable, elles s'empresseraient de les utiliser pour résoudre nombre de leurs problèmes quotidiens. » ◀

Une radio rurale écoutée par les paysannes

Dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne en particulier, la radio est souvent le seul medium de masse disponible et la plupart des ménages possèdent un transistor. Une étude effectuée au Bénin montre néanmoins que la plupart des auditeurs des émissions d'informations agricoles sont des riziculteurs alors que cette culture est majoritairement féminine. Elle conclut par ailleurs que 67 % des rizicultrices possèdent leur propre poste de radio, contre 87 % des riziculteurs. Les résultats de cette étude, *Linking farmers' access to rural radio, gender and livelihoods*, ont été présentés lors de la Conférence sur

la cyberagriculture du chapitre africain de l'IAALD en mai 2012. D'après les chercheurs, Zossou *et al.* (2012), cet écart entre les hommes et les femmes peut s'expliquer par le fait que les hommes possèdent plus de radios que les femmes. Il y a en outre plus de femmes que d'hommes qui travaillent dans les zones rurales. Outre les activités agricoles, les femmes assument de nombreuses tâches domestiques. Enfin, l'horaire de diffusion des émissions, en cours de journée ou en début de soirée, n'est guère compatible avec celui des femmes.

Voyez l'étude : <http://goo.gl/WoukJ>

Femmes, vidéo et développement rural

Dans un village rural de République dominicaine, des femmes prennent la caméra pour combattre l'inégalité des genres dans les TIC au sein de leur communauté.

Les femmes et les TIC

De jeunes femmes ont pris la caméra pour combattre l'inégalité des genres dans les TIC au sein de leur communauté rurale d'El Limón, en République dominicaine. Elles ont acquis de l'expérience et de la maîtrise dans le maniement de la caméra, l'art de l'interview et la comédie. La plupart d'entre elles se sont également formées au montage, à l'écriture et à la publicité.

Depuis 15 ans, le CAREL (Center for a Rural Alternative) aide des villageoises dominicaines à bâtir leur avenir en leur permettant d'accéder à des technologies appropriées. Pour corriger le déséquilibre des genres dans les TIC, le CAREL mène un projet médiatique d'un an, *Visión Hembra* (VH, Vision féminine), avec des jeunes femmes et des adolescentes d'El Limón de Ocoa, une communauté agricole marginale et relativement isolée de 350 âmes, située dans le sud-ouest montagneux du pays.

Une salle de montage inutilisée du télécentre est devenue « le fief des filles » : entrée interdite aux garçons non autorisés ! Des vidéastes professionnels de Saint-Domingue et d'Ocoa, la capitale provinciale toute proche, sont venus enseigner aux jeunes femmes le maniement de la caméra et l'art de l'interview. Après avoir tourné des heures de séquences, les filles ont choisi les meilleurs clips et les ont montés pour créer de petits films qu'elles ont fièrement présentés à la communauté.

En novembre 2011, un villageois est décédé, laissant une veuve, deux filles handicapées dans la trentaine et une petite-fille de 10 ans dans la misère. Les aînées de VH (âgées de 18 à 21 ans) ont voulu consacrer un documentaire à cette famille, les Minyetti, pour faire

connaître son sort et lui obtenir aide et assistance. Elles ont interviewé des membres de la famille et de la communauté, puis ont monté la vidéo avec l'aide d'Ernesto Guerrero, un réalisateur d'Ocoa. C'est ainsi qu'est né le court-métrage documentaire *Hoy por tí, mañana por mí* (En pensant à toi aujourd'hui, je pense à moi demain) qui, jusqu'ici a permis à la famille Minyetti de recevoir 600 dollars en liquide et en apports matériels, ainsi que des prestations sociales indispensables.

De leur côté, les cadettes de VH ont commencé à tourner un court-métrage documentaire intitulé *El lavado: antes y despues* (La lessive : avant et après). Les ménages d'El Limón vont bientôt passer du 12 au 110 volts – de quoi faire tourner une machine à laver. Dans les interviews « d'avant », des femmes décrivent la lessive à la main et leur espoir d'une vie moins pénible lorsqu'elles auront une machine à laver. Les interviews « d'après » seront tournées en 2013, lorsque ces femmes auront utilisé leur nouvelle machine depuis un certain temps.

Après cette première expérience de tournage, les membres de VH ont décidé de travailler avec un metteur en scène et un monteur professionnels pour s'attaquer à un travail d'envergure, un « docufiction ». Les fictions, « telenovelas » sont en effet très populaires en Amérique latine.

Comme le groupe compte trois mères âgées de moins de 20 ans, la grossesse chez les adolescentes s'est naturellement imposée comme thème du docufiction. En 2011, le Fonds des Nations unies pour la population a révélé que la République dominicaine était le pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui comptait le plus d'adolescentes enceintes. Entre 67 % et 89 % des mères adolescentes quittent l'école, alors que ce n'est le cas que de 14 % à 35 % des jeunes mères non adolescentes. Le tournage a commencé avec la participation enthousiaste de la population d'El Limón.

Le premier épisode, *Madre Niña, part one* a été diffusé en avant-première le 26 mai 2012. À la fois sensible, dramatique et parfois drôle, il décrit le passage de

Liens corrélés

Madre Niña, part one :
→ <http://goo.gl/AhtoK>

Site web officiel du CAREL :
→ www.el-limon.org/

l'enfance à la maternité d'une ado. *Madre Niña* est toutefois émaillé d'interviews de vraies mères adolescentes d'El Limón.

L'épisode a été diffusé sur la chaîne communautaire d'Ocoa et projeté devant un public conquis à El Limón, Ocoa et dans quelques villages voisins. Il a aussi attiré l'attention du ministère dominicain de la Condition féminine, qui envisage de l'intégrer à une campagne de réduction des grossesses adolescentes. Le CAREL est en quête de fonds pour tourner les quatre autres épisodes de *Madre Niña*.

VH ne se contente pas de produire des vidéos saisissantes, liées à la vie des jeunes femmes. Sur le long terme, ce pourrait devenir un programme de formation permanent qui permettrait à des jeunes femmes de s'instruire, mais aussi d'enseigner et de produire. Le programme serait ouvert à tous, quel que soit l'âge ou le sexe. L'encadrement et la formation seraient principalement assurés par les pionnières de VH : la classe 2011-2012.

Ces jeunes rurales d'El Limón de Ocoa ont acquis de l'expérience et de la maîtrise dans le maniement de la caméra, l'art de l'interview et la comédie. La plupart d'entre elles se sont formées au montage, à l'écriture et à la publicité, tout en réduisant le déséquilibre des genres dans les TIC au sein de la communauté. Les garçons respectent davantage les filles, et les filles se sentent plus à l'aise dans le principal labo d'informatique, qui demeure toutefois un bastion masculin. Le changement n'est pas évident, vu la relative liberté dont jouissent les garçons par rapport aux filles dans la société rurale dominicaine. Mais les filles défendent leur fief. ◀



CENTRO ALTERNATIVO RURAL EL LIMÓN / WWW.EL-LIMON.ORG

Marcie Boyd (marcie.boyd@gmail.com) est travailleuse culturelle au CAREL (Center for a Rural Alternative). Musicienne, écrivain et éducatrice, elle vit à El Limón, en République dominicaine.



JORGE LOPEZ / REUTERS

Des SMS contre la violence

Une ligne d'assistance par SMS permet aux femmes guatémaltèques de prévenir et de signaler tout abus physique et sexuel. Les SMS sont bien moins chers mais surtout bien moins intimidants pour les victimes de violence dans leur délicate quête d'assistance.

Les femmes et les TIC

Les SMS offrent aux femmes un parfait moyen d'expression pour débattre ou signaler des problèmes sociaux tels que les abus et les violences physiques, psychologiques et sexuels. Un SMS peut leur indiquer où trouver une assistance médicale et psychosociale adaptée à leur cas, comment dénoncer les violences dont elles, ou des proches, ont été victimes. « Il est bien plus simple pour une femme de recevoir passivement des conseils et d'y réfléchir à son aise que de passer un coup de

fil », dit Kimberly Bautista, à l'origine de l'initiative Texting Peace au Guatemala.

« De même », poursuit-elle, « il est bien moins intimidant pour elle de nous envoyer un SMS pour nous demander à qui s'adresser ou d'agir en son nom que de prendre le téléphone, au risque de se faire connaître et de s'exposer. Les SMS sont en outre comparativement moins chers et donc plus accessibles à une femme aux faibles revenus. »

Texting Peace est né d'un documentaire primé de la cinéaste et productrice Bautista, *Justice for my Sister*, qui raconte comment la sœur d'une femme assassinée au Guatemala canalise et utilise la peine engendrée par cette perte traumatisante pour analyser les relations de pouvoir hommes-femmes dans sa propre vie. « Notre ligne d'assistance par SMS s'inscrit dans le

prolongement du documentaire en offrant un point de contact aux spectatrices. Certaines ont effectivement quitté leur condition violente après avoir vu le film », dit Bautista.

Non invasif

Au Guatemala comme dans de nombreux pays, on constate une normalisation des stigmates de la violence faite aux femmes. Au plus profond d'eux-mêmes, les abuseurs et les femmes qui restent à leurs côtés savent que cette situation est loin d'être idéale. Mais parfois, l'abus devient tellement « normal » qu'hommes et femmes l'intègrent à leur quotidien. Le SMS est une manière non invasive de continuer à interpeller les femmes pour qu'elles fassent l'inventaire de leurs attitudes, expériences et actions personnelles.

Kimberly Bautista est une cinéaste d'origine colombienne et irlando-américaine, basée à Los Angeles. « Fellow » de la Latino Producers Academy, elle a reçu le prix Princesse Grace, a produit et tourné le documentaire *Justice for my Sister* et est à l'origine de Texting Peace. (<http://justiceformysister.com/>)

La dépendance économique piège les femmes victimes de violence

L'usage du SMS au Guatemala se heurte notamment à un fort taux d'illettrisme. Le documentaire constitue donc un moyen idéal pour toucher les masses. L'envoi de textos n'en demeure pas moins prévalent, d'après Bautista. « Bien que notre public cible ne lise pas les journaux, il regarde la télé et il comprend le langage cinématographique ; le SMS est un des principaux moyens de communiquer, de s'informer et de s'organiser. »

Cette initiative vise à recueillir les témoignages de femmes menacées dans le cadre de relations extrêmement abusives. Texting Peace fait également de la prévention en envoyant des SMS généraux faits d'actualité, de citations à méditer et d'astuces pour prévenir la violence, au rythme de deux par mois, voire de quatre par semaine durant les campagnes.

Opération délicate

Le suivi des SMS entrants est une opération délicate. Les femmes ont souvent l'impression de n'avoir personne vers qui se tourner. Au Guatemala, comme dans d'autres parties de l'Afrique et des Caraïbes, dénoncer la violence semble vain tant l'impunité prévaut. Même lorsque les preuves existent et que la communauté connaît le coupable, celui-ci court peu de risque. L'omerta règne en maître, par crainte de représailles.

« Nous sommes conscients des risques que prend notre public cible s'il envoie un texto », dit Bautista. « Lorsque nous organisons des événements communautaires et des séminaires de prévention de la violence, nous expliquons aux participantes qu'elles doivent impérativement s'abstenir de s'inscrire à notre service si elles pensent que leur partenaire espionne leurs communications. Nous leur conseillons alors de demander à un(e) ami(e), un(e) voisin(e), ou un membre de la communauté (une personnalité religieuse) de s'inscrire pour elles. »

Lorsque Texting Peace reçoit des SMS de femmes qui ne sont pas encore sur sa liste de diffusion, il ne les ajoute pas automatiquement à sa liste de contacts.

Les femmes peuvent ainsi contacter les opératrices de la ligne d'assistance au moment où elles se sentent en sécurité. Texting Peace ne leur envoie pas de message non sollicité, qui pourrait être intercepté par leur abuseur.

Responsabilité collective

La ligne d'assistance par SMS permet aux femmes de rapporter des actes de violence mais aussi de se sentir collectivement responsables. Ce qui arrive à une femme donne le ton à l'ensemble de la communauté et inspire un sentiment d'affranchissement ou d'asservissement, selon l'issue de l'affaire. Voilà pourquoi l'initiative Texting Peace utilise les SMS : pour mettre un terme à une culture qui impute la faute à la victime et, ce faisant, perpétue la violence en condamnant la victime au silence et en justifiant la violence.

Justice for my Sister, l'organisation à l'origine de Texting Peace, prépare en ce moment une nouvelle campagne en faveur de l'indépendance économique des femmes guatémaltèques ; outre les rapports de force, les menaces et le cycle de violence, c'est en effet cette dépendance qui piège les femmes dans une relation de violence. « Nous sommes en train de réaliser des B.D. qui serviront d'outils pédagogiques pour émanciper les femmes et les former à la microfinance », explique Bautista. « Dès que ces B.D. seront prêtes, nous enverrons un SMS général invitant les femmes à nous envoyer l'adresse privée, professionnelle ou autre où les expédier. En mars 2013, nous lancerons une mini-campagne de SMS pour donner des astuces et des références qui incitent les femmes à se considérer comme des entrepreneurs en puissance. »

Heures d'ouverture

L'envoi et la réception des SMS se fait via Frontline SMS. Les contenus des dossiers envoyés à l'organisation seront publiés sur une carte interactive externalisée à grande échelle, exploitant la technologie Ushahidi. Ces deux plates-formes sont libres de droits. Depuis la mi-août, des gratuits en ligne sont utilisés pour envoyer les SMS à des segments de la liste de diffusion. Tout cela n'est vraiment pas simple à orchestrer, reconnaît Bautista.

« Au départ, je n'ai pas délégué la supervision du système aux quatre opératrices. Faute d'argent d'une part, et à cause des contraintes horaires des opératrices d'autre part. Comme nous n'avions pas de bureaux, chaque

opératrice gardait l'ordinateur durant trois jours de suite, car nous fonctionnions de 15 h à minuit et il aurait été dangereux pour une femme de rentrer chez elle à cette heure tardive. » Il importait d'ouvrir les lignes en soirée car la plupart des actes de violence envers les femmes se commettent en soirée ou durant la nuit.

Bautista a donc désigné une coordinatrice / superviseuse du service, qui peut mieux systématiser les informations des SMS entrants et sortants. Les contacts avec les autres organisations et les autorités ont également leur importance. Texting Peace a organisé des réunions et les formations avec la police, les procureurs et des avocats des droits de l'homme pour leur présenter le système. Des cartes reprenant toutes les subdivisions des postes de police et les répertoires téléphoniques des divers bureaux et hôpitaux du pays ont été distribués et sont disponibles, pour qui cherche une référence.

Bautista espère que ce projet fera des émules à l'étranger, auprès des organisations qui se préoccupent des populations délaissées. Survivors Connect, une organisation américaine partenaire de Justice for my Sister, utilise déjà un système basé sur la même technologie pour émanciper les survivantes et les mouvements communautaires qui militent contre la violence, l'esclavage et la traite des êtres humains. Elle a ouvert des lignes d'assistance par téléphone et par SMS au Cameroun, au Ghana et en Haïti, de même que dans certains pays d'Asie. La coopération permettra de mutualiser les expériences sur la façon d'appréhender les craintes pour la sécurité, par exemple, ou sur le protocole à suivre pour répondre aux messages. ◀

Texting Peace recueille les témoignages de femmes victimes de relations extrêmement violentes, mais fait également de la prévention en envoyant des SMS généraux faits d'actualité, de citations à méditer et d'astuces pour prévenir la violence.



Entrepreneuses et TIC

Au Zimbabwe, le coût d'utilisation d'un portable demeure relativement élevé, mais les entrepreneuses bénéficient d'un meilleur accès à la mobilophonie.

Les femmes et les TIC

L'accès au portable, dans le cadre d'un programme agricole urbain, permet aux entrepreneuses zimbabwéennes d'améliorer leurs aptitudes commerciales. Le coût de la mobilophonie au Zimbabwe reste élevé par rapport à d'autres pays de la région. C'est un des obstacles au plein essor des entrepreneuses.

Avec ses 750 000 habitants, Bulawayo est la deuxième ville du Zimbabwe, à 439 kilomètres au sud-ouest de la capitale, Harare. L'agriculture apporte un complément de ressource aux banlieusards pauvres, et surtout aux femmes, dont la grande majorité exerce une activité agricole.

En 2009, la SNV, l'organisation de développement néerlandaise, a démarré un programme financé par le DFID en partenariat avec World Vision et en coopération avec l'association de paysans-producteurs PMRG afin de créer une activité de production et de commercialisation de volailles, de champignons et de lapins dans la banlieue de Bulawayo. Ce programme s'inscrivait dans un contexte de relative stabilité politique et donc de redressement économique du pays.

Les TIC occupent une place de plus en plus importante dans ce programme d'agriculture urbaine car elles établissent un lien entre la filière et les marchés. Avant 2009, le paysage des TIC était quasi désertique. Les choses se sont nettement améliorées depuis, ouvrant de nouvelles perspectives aux

paysannes. En 2009, la couverture mobile ne représentait que 37 % du territoire zimbabwéen ; en 2012, elle atteint 93 %. Le coût moyen par minute était de 0,27 dollar ; en 2012, il est de 0,09 dollar. Durant la même période, le prix plancher d'un portable est passé de 250 à 15 dollars, et celui d'une carte SIM de 200 à 2 dollars.

Au moment où le projet a démarré, peu de paysans, et encore moins de paysannes, avaient un portable et savaient comment s'en servir efficacement. Cela a vite changé, ouvrant de nouveaux horizons. En deux ans, la moyenne des entrepreneuses propriétaires d'un portable dans le cadre du projet est passée de 64 % à 98 %. Et la part des femmes à des postes de vente et de marketing à responsabilité chez PMRG a grimpé de 25 % à 56 %, soit 12 femmes au total, grâce à un meilleur accès et à une meilleure maîtrise des TIC.

Deux tiers des 635 paysans associés au projet sont des femmes. Elles ont une activité complémentaire de production de volailles, de champignons et de lapins qui génère des produits à haute valeur ajoutée et un revenu de complément pour le ménage. Au Zimbabwe, ce sont généralement des femmes qui dirigent ces petites exploitations agricoles urbaines. Les hommes travaillent plutôt sous contrat au centre-ville, ou dans les pays voisins.

Les paysannes utilisent Internet dans les télécentres et, de plus en plus, leur portable, pour trouver les prix du marché et des acheteurs potentiels. Elles utilisent Internet six fois plus qu'en 2009 pour obtenir ces informations de marché. Il convient toutefois de noter que cette recherche reste chronophage. Au Zimbabwe, aucun logiciel commercial n'utilise les SMS pour apporter des informations commerciales personnalisées aux paysannes. Celles-ci passent donc beaucoup de temps à dénicher la bonne information. C'est un vrai problème pour ces femmes qui cumulent des tâches professionnelles et ménagères.

Zimbabwe Farmers' Union fait le gros du travail. Ce syndicat recueille les prix du marché auprès des principales sources disponibles et les diffuse gratuitement aux abonnées de son courriel hebdomadaire. Il espère que son canal de diffusion des informations de marché deviendra populaire au point que les abonnées soient prêtes à payer pour assurer la pérennité du service. Le Zimbabwe est toutefois à la traîne d'autres pays africains comme le Ghana, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud où l'on trouve des services d'information agricole par SMS, adaptés et à un prix abordable.

Il revient au secteur privé et au gouvernement de favoriser des investissements innovants dans ce secteur. Les Zimbabwéens n'exploitent pas encore leur portable au-delà des fonctions de base. Vu les opportunités engendrées par de meilleures infrastructures, une plus grande pénétration et un meilleur usage de la mobilophonie, les besoins particuliers et les marchés de niche permettant de résoudre des problèmes et d'améliorer les services devraient bientôt trouver preneur au Zimbabwe.

Ce programme agricole urbain prouve que l'accès aux communications mobiles se traduit par une amélioration immédiate des capacités commerciales, essentiellement favorable aux femmes. Des problèmes subsistent cependant, au rang desquels le coût. Celui de la mobilophonie au Zimbabwe reste élevé par rapport à d'autres pays de la région. C'est un des obstacles au plein essor des entrepreneuses. Les transferts de données coûtent entre 35 et 50 dollars le gigaoctet contre 22 dollars en moyenne dans les autres pays de la région.

Ces problèmes, s'ils ne sont pas résolus dans les années à venir, maintiendront le Zimbabwe en queue de peloton, mais surtout, ils mettront un coup d'arrêt à l'évolution des paysannes, qui ont été les principales bénéficiaires des récentes améliorations. ◀



Minenhle Ngwenya (mngwenya@snvworld.org) est conseillère en développement économique à la SNV – organisation néerlandaise de développement – au Zimbabwe. Le contenu de cet article n'engage que son auteur.

Prenez soin de votre santé

Les femmes et les TIC

De nombreuses organisations d'Afrique et d'Amérique du Sud peuvent adosser leurs initiatives de santé mobiles aux services SMS bidirectionnels de Text to Change. Le but est d'accroître la connaissance et la sensibilisation à des questions de bien-être, surtout en matière de santé, de prévention du VIH/sida, de paludisme, de planification familiale, de malaria et de multipartenariat sexuel.

Text to Change (TtC) crée des programmes sur téléphone portable pour diverses organisations africaines et sud-américaines afin de sensibiliser les femmes à des questions de santé, de bien-être, de comportement sexuel et de planification familiale.

Afin de donner un coup de pouce aux initiatives mobiles de santé, l'organisation TtC a développé une plate-forme pour téléphone portable ouverte aux organisations de la société civile, aux entreprises sociales et aux institutions gouvernementales. Le but est d'accroître la connaissance et la sensibilisation à des questions de bien-être, surtout en matière de santé, de prévention du VIH/sida, de paludisme, de planification familiale, de malaria et de multipartenariat sexuel. Le système peut envoyer et recevoir des SMS, des MMS, des messages vocaux et des données mis gratuitement à la disposition des participants.

Créé en 2008, TtC participe à plus d'une centaine de projets de toute nature. Il propose des quizz interactifs ou à intéressement destinés à éduquer, mobiliser et émanciper les individus ainsi que des programmes qui utilisent le téléphone portable comme support à des systèmes de gestion des informations de santé, à des enquêtes de recueil de données par SMS et à des programmes personnalisés de rappel de prise des médicaments.

La mobilophonie est intéressante pour accroître la connaissance et la sensibilisation aux questions de santé, surtout auprès des femmes des PED, qui sont les gardiennes de la famille. En transcendant le niveau d'éducation, le

portable permet, surtout à des femmes, de mieux s'informer au moment opportun.

Comment cela fonctionne-t-il ? Vous trouverez quelques exemples sur le site web www.texttochange.org. La plate-forme peut converser avec les participants en leur envoyant une question qui leur demande d'utiliser un mot spécifique, lié à la question, dans leur réponse. TtC crée un short code (numéro de 4 ou 5 chiffres) gratuit pour l'utilisateur. Si la réponse est correcte, celui-ci reçoit des informations supplémentaires. Si elle est fautive, il reçoit la bonne réponse, accompagnée d'une explication. TtC peut ainsi évaluer les niveaux de connaissances dans n'importe quel domaine de santé et envoyer des informations supplémentaires.

TtC recourt essentiellement au SMS, pour ses divers avantages : rentabilité, extensibilité, commodité, périmètre et popularité considérables dans les PED.

Liens corrélés

→ www.texttochange.org
→ <http://formhub.org/>

passant par des images. TtC peut adapter le formulaire aux besoins particuliers du partenaire tout en veillant à ce qu'il reste simple à remplir.

Une fois prêts, les formulaires sont d'abord testés par les partenaires. Pour ce faire, TtC leur fournit des appareils Android adéquats, soit un Huawei Android à bon marché, soit une tablette Samsung Android un peu plus chère, selon les nécessités du projet. Le test des formulaires est l'occasion de corriger les erreurs et de veiller à ce que tout

La mobilophonie est intéressante pour accroître la connaissance et la sensibilisation aux questions de santé, surtout auprès des femmes des pays en développement

Tout portable, même basique, peut recevoir des SMS. TtC utilise des services IVR (Interactive Voice Response) pour esquisser l'obstacle de l'illettrisme. Pour maintenir un taux de réponse élevé, des prix sont offerts aux participants lors de campagnes spéciales : minutes gratuites, moustiquaires, portables, maillots de foot et postes de radio.

Les questions servent parfois à pourfendre les idées reçues. Exemple : « Pensez-vous qu'une personne d'apparence saine puisse être porteuse du VIH ? ». Si la réponse est correcte, le SMS renvoyé dit : « Bravo. Une personne d'apparence saine peut être séropositive et en infecter d'autres. Pour connaître votre statut et celui de votre partenaire, faites ensemble le test HIV. »

Pour ce service, TtC a développé et utilise le logiciel formhub. Initié aux États-Unis par le Modi Research Group de la Colombia University, formhub permet de concevoir et de remplir des formulaires complexes de manière conviviale. Ces formulaires peuvent reprendre toutes sortes de questions, de la case à cocher oui/non à des informations GPS en

fonctionne comme prévu ; c'est aussi l'occasion de former ceux qui devront les compléter pour qu'ils maîtrisent l'aspect technologique.

TtC utilise les SMS et l'IVR dans un de ses projets visant à améliorer l'accès des femmes aux services de planning familial. Les SMS et l'IVR lui permettent d'entrer en contact avec les femmes et de vérifier avec les prestataires de services quelles sont celles qui recourent au planning familial. Ce projet, mené dans les régions centrale, occidentale et septentrionale de l'Ouganda, est toujours en cours et bénéficie d'un taux de réponse très élevé ; les femmes ont en effet tendance à répondre rapidement dans la mesure où les messages sont proposés en quatre langues pour dialoguer avec la grande majorité d'entre elles qui ne savent ni lire ni écrire mais qui peuvent facilement suivre les invites au téléphone.

Non contents d'apporter une valeur ajoutée à leurs usagers, ces services les émancipent en les associant au partage et au maillage des informations. Une approche qui pourrait être reproduite dans le domaine de l'agriculture, de l'éducation ou de l'entrepreneuriat. ◀



Les femmes et les TIC

Documents

Un indice pour mesurer l'émancipation des femmes dans l'agriculture



IRRI IMAGES / IRRI TANGANYIKA

Le Women's Empowerment in Agriculture Index est un outil innovant formé de deux sous-indices. Le 5DE (5 domaines d'émancipation) mesure l'émancipation des femmes dans la production agricole et le leadership communautaire. Le Gender Parity mesure l'écart d'émancipation entre les hommes et les femmes au sein du ménage. Cela donne un indice agrégé au plan national ou régional, à partir des données individuelles de la composition du ménage. Cet indice a été développé par l'IFPRI (International Food Policy Research Institute), l'USAID, et l'OPDHI (Oxford Poverty and Human Development Initiative).
→ <http://goo.gl/jiebH4>

Impact des TIC sur la vie des femmes

Spider, le programme suédois pour les TIC dans les régions en développement, et Sida, l'agence suédoise de développement international, publient *Empowering women through ICT*, le quatrième rapport de la série ICT4D. De 2007 à début 2011, Spider a soutenu diverses initiatives d'émancipation de la femme, surtout dans les régions rurales de l'hémisphère Sud. Ce rapport analyse l'impact de ces projets TIC sur la vie des femmes qui y ont participé.
→ <http://goo.gl/dSRHx>

Présence des femmes dans la gouvernance d'Internet

Critically absent: Women's Rights in Internet Governance est un kit de plaidoyer politique publié en 2012 afin de renforcer la présence des femmes dans la gouvernance d'Internet. Ce kit aborde diverses problématiques liées à la présence des femmes pour faire d'Internet un espace démocratique, où leur liberté de parole est respectée et valorisée et où elles peuvent trouver et apporter des informations cruciales. Le kit est publié par l'APC WNSP (Association for Progressive Communications' Women's Networking Support Programme).
→ <http://goo.gl/asGvI>

Ressources web

La technologie a besoin des filles

Girls in ICT est un site web de l'UIT (Union internationale des télécommunications) qui entend inciter les filles à faire carrière dans les TIC. Les membres de l'UIT sont convenus d'organiser une Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC chaque quatrième jeudi du mois d'avril. La dernière en date, ce 26 avril, a marqué le coup d'envoi de la campagne Technology Needs Girls de l'UIT. En 2012, cinq nations africaines – le Mali, le Sénégal, le Nigeria, le Ghana et le Liberia – ont organisé des événements dans le cadre cette journée. Ces liens donnent une idée de ce qui s'est déjà fait.

- <http://girlsiniect.org/>
- www.techneedsgirls.org/
- <http://goo.gl/miZV1> (vidéo du Mali)
- www.femmes-tic.gouv.sn/ (Sénégal)
- <http://girlsday.org.ng/home/> (Nigeria)

Blog genre et TIC

Gender & ICT Blog est né du programme de recherche Gender & ICT mené par l'Institut interdisciplinaire Internet (IN3) de Barcelone (Espagne), sur les rôles sexospécifiques dans la société en réseau de divers pays. Le programme tente de mieux cerner les formes traditionnelles de discrimination sexospécifique et de détecter les nouvelles formes d'exclusion liées au genre. Il met notamment en lumière la sous-représentation permanente des femmes dans différents domaines d'éducation, d'emploi et de recherche adossés aux TIC.

- <http://gender-ict.net/wordpress/>

Communauté virtuelle des détentrices d'un portable



GSMA MWOMEN

mWomen Connect est une communauté virtuelle, initiative du GSMA, ouverte à qui entend améliorer la situation socio-économique des femmes des PED par un meilleur accès au portable. Le site entend faire connaître les points de vue et mutualiser les savoirs.

- www.mwomen.org/

Projets

Décisions collectives via des SMS

L'initiative Jokko est une collaboration entre l'UNICEF et Tostan, une ONG ouest-africaine qui se bat depuis longtemps pour que le progrès technologique profite aussi aux femmes, aux filles et aux jeunes. L'initiative Jokko permet de communiquer avec un groupe de personnes par le simple envoi d'un texto, via le forum communautaire RapidSMS de Jokko. Jokko permet à une nouvelle génération de filles d'avoir accès à de précieux outils de communication et de s'initier à l'engagement citoyen et au changement social positif.

- <http://goo.gl/bSjy6>

Les TIC, vecteurs d'émancipation féminine



NICK LOGAN

Établi à Fidji, FemLINKpacific se concentre sur des initiatives médiatiques communautaires qui émancipent les femmes du Pacifique. L'organisation accompagne diverses initiatives médiatiques en faveur des femmes, comme la reprise d'une chaîne de radio, d'un magazine et d'un centre multimédia où les (jeunes) femmes peuvent puiser des informations nouvelles et pertinentes, ainsi que des renseignements sur les technologies de communication et les médias communautaires comme vecteurs d'émancipation.

- www.femlinkpacific.org.fj/

Communication et médias sensibles aux questions de genre

Women's Media Watch Jamaica est une organisation de la société civile qui entend réduire la violence sexospécifique. Elle promeut l'égalité hommes-femmes et des communications et des médias sensibles aux questions de genre. Sa principale stratégie consiste à sensibiliser les citoyens aux causes et aux conséquences de cette violence et à améliorer l'accès aux dispositifs de protection prévus par la loi.

- <http://womensmediawatch.org/>



Anne Webb (anne@grace-network.net) est coordinatrice de la recherche pour le réseau GRACE (Gender Research in Africa and the Middle East into ICTs for Empowerment, www.grace-network.net/), co-rédactrice et co-auteur de *Les Africaines et les TIC : enquête sur les technologies, les questions de genre et l'autonomisation* (ZED Books, 2009)

Dans quelles conditions les Africaines rurales accèdent-elles aux TIC ?

→ Certains chercheurs de GRACE se sont penchés sur l'usage des TIC au profit des femmes, en analysant ce que les femmes propriétaires foncières d'Ismaïlia, en Égypte, par exemple doivent faire pour avoir leur mot à dire dans la gestion de leurs terres. Ou en voyant comment des rurales du Nord-Nigeria comblent leur besoin de communication grâce au portable. Les principales contraintes mises en lumière par ces recherches ont trait

leur contexte en laissant de côté la question complexe des inégalités.

Dans notre prochain ouvrage, des chercheurs décrivent ce qui leur paraît fonctionner, à la lumière de leur enquête : les ingrédients nécessaires pour que les femmes puissent profiter d'une intégration des TIC dans leur vision d'elles-mêmes, de leur famille et de leur communauté. Comme le suggère le titre, *Changing Selves, Changing Societies*, il ne s'agit pas tant d'identifier des produits ou des besoins particuliers que des obstacles, des

Une inégalité hommes-femmes séculaire

Vous êtes une des rédactrices et auteurs de *Les Africaines et les TIC : enquête sur les technologies, les questions de genre et l'autonomisation*. Pouvez-vous en résumer les principales conclusions ?

→ Une des principales conclusions, c'est que les TIC peuvent favoriser l'égalité et l'émancipation de la femme, mais qu'il faut pour ce faire analyser, considérer et changer radicalement un ensemble de postulats et de facteurs contextuels communément admis. Les modalités d'intégration des TIC sont influencées par des relations et des circonstances économiques, sociales et culturelles et donc également par les inégalités existantes. On ne peut attendre de ces outils et des changements qu'ils induisent qu'ils détricotent des relations séculaires d'inégalité entre les hommes et les femmes – même lorsque la disponibilité est égalitaire – sauf à déployer des efforts délibérés et efficaces pour supprimer ou changer les causes des inégalités de genre.

aux valeurs et systèmes qui érigent l'inégalité des genres en norme, que les hommes acceptent dans la vie des femmes et que les femmes elles-mêmes acceptent, ou du moins admettent souvent. Et comme si cela ne suffisait pas, le destin des TIC repose sur des sociétés privées et multinationales en quête du profit maximal. Sans accès ou presque au téléphone public, par exemple, la facture cellulaire peut s'avérer salée et accentuer les problèmes engendrés par les inégalités. Le ralliement à la philosophie capitaliste, qui privilégie le profit, prend le pas sur la contribution des TIC à la résilience de la communauté, aux capacités individuelles et au développement durable.

Les TIC peuvent favoriser l'émancipation des femmes et un développement et un changement plus équitables dès lors que les rapports de force socio-économiques sont reconnus et aplanis. De mon point de vue, la contribution des TIC au développement et au changement dépend donc à la fois du contexte et, plus largement, des relations et valeurs socio-économiques.

N'est-il pas temps de concentrer la recherche sur les contextes dans lesquels les femmes peuvent profiter des TIC ?

→ Les chercheurs de GRACE ont maintes fois constaté un postulat d'accès dès lors qu'il y avait disponibilité, or l'accès est bien plus complexe que la simple disponibilité. Même lorsque les TIC sont disponibles, les rôles sociaux, les normes culturelles et le statut économique des femmes peuvent restreindre le temps, l'espace et le volume d'utilisation auxquels celles-ci pourraient prétendre, même s'il est évident qu'elles pourraient en tirer profit. Je pense que la vision de l'exclusion féminine est réductrice lorsqu'on sort « l'accès » et « l'usage » de

contraintes et des points d'appui dans nos sociétés, nos communautés et nous-mêmes, et de trouver des solutions qui tiennent compte de ces éléments réels.

Quelle démarche les initiatives et projets TIC doivent-ils adopter au plan local, dans les zones rurales, pour contribuer à l'épanouissement des femmes ?

→ Pour parvenir à comprendre si et en quoi les TIC contribuent à améliorer la condition des femmes, les enquêtes doivent se concentrer sur les participantes et leur vision de leur environnement social, mais aussi sur ce qu'elles attendent des TIC, l'expérience qu'elles en ont et en quoi les TIC peuvent contribuer à la réalisation de cette vision. Pour ce faire, les femmes doivent prendre conscience non seulement de leurs propres intentions et de ce qui y fait en obstacle en elles et autour d'elles, mais aussi de leurs capacités et aptitudes. Nous avons également tenu compte du fait que les femmes ont « adapté » ce qu'elles considèrent de l'ordre du possible et du réalisable suivant les normes et représentations propres à leur contexte.

C'est sans doute le côté « multistrates » de la réflexion et de l'analyse de GRACE qui permet de définir les besoins et la marche à suivre pour mettre les TIC au service du renforcement des capacités des femmes et de l'occupation par celles-ci de la place qu'elles méritent dans l'édification de communautés plus durables. On voit bien que les TIC peuvent contribuer à un développement durable, équitable et centré sur l'être humain lorsqu'on s'en sert délibérément pour réduire les inégalités politiques, économiques, sociales et culturelles. ◀

Les femmes et les TIC

Les TIC peuvent contribuer au développement et au changement, mais elles restent tributaires à la fois du contexte et, plus largement, de relations et de valeurs économiques et sociales, dès lors qu'on leur demande d'éradiquer une inégalité des genres séculaire





Connecter les entrepreneurs des zones rurales

Nombre de PME isolées ont bien du mal à trouver une connexion fiable, de grande qualité et à haut débit sur le territoire zambien. Deux sociétés, SkyeVine et Realtime Zambia, ont donc décidé d'exploiter ce créneau et de connecter les entreprises rurales – gîtes, mines et fermes – par des moyens VSAT (Very Small Aperture Terminal).

Les connexions VSAT passent par une station terrestre bidirectionnelle équipée d'une antenne satellite de moins de trois mètres, destinée à un usage privé ou professionnel. La station accède aux satellites en orbite géostationnaire et relaie les données à partir de petits terminaux terrestres.

SkyeVine propose une couverture Internet brute et complète sur toute l'Afrique subsaharienne avec une tarification proportionnelle à l'usage. Cette société utilise les satellites géostationnaires New Dawn pour garantir une couverture sans faille à partir d'un terminal abonné de 90 cm. Cette passerelle Internet et son équipement téléport assurent une connectivité intra-africaine.

En concluant ce partenariat, Realtime Zambia, un fournisseur d'accès local, et SkyeVine ont ouvert un créneau et créé un service qu'aucun autre fabricant ne propose. Ils sont convaincus que l'offre de services sera boostée par une demande de haut débit de grande qualité dans les zones reculées.

→ Articles originaux : <http://goo.gl/2MQFa> et <http://goo.gl/WCWrb>

Gmail via SMS

Au Ghana, au Nigeria et au Kenya, Google propose désormais Gmail SMS en complément de Gmail. Ce nouveau service mobile permet d'envoyer et de recevoir des courriels transformés en SMS sur son portable, sans passer par une connexion Internet de type Wi-Fi ou 3G. Google espère ainsi accroître sa clientèle Gmail en Afrique. Gmail SMS est pratique pour ceux, et ils sont nombreux, qui veulent envoyer / recevoir des courriels et qui n'ont pas de connexion Internet sur leur portable ou leur ordinateur. Gmail SMS fonctionne sur n'importe quel portable, y compris ceux qui ne gèrent que le vocal et les SMS. L'utilisateur peut non seulement recevoir des courriels, mais aussi en rédiger de nouveaux, transformés en SMS, qu'il peut envoyer vers n'importe quelle adresse de messagerie grâce à des commandes telles que MORE, PAUSE et RESUME. L'activation du service se fait via un simple paramètre du compte Gmail qui se trouve sous le profil de l'utilisateur, en haut de la page.

→ Communiqué de presse de Google : <http://goo.gl/fUVNM>



Exploiter au maximum la téléphonie mobile

La Banque mondiale et infoDev, son programme d'innovation et d'entrepreneuriat technologique, viennent de publier un rapport traitant de l'avènement de « l'économie des app » et de ses répercussions sur l'agriculture, la santé, les services financiers, l'administration publique et la façon d'envisager l'entrepreneuriat et l'emploi.

Information et communications au service du développement : exploiter au maximum la téléphonie mobile est le troisième d'une série de rapports que la Banque mondiale consacre aux TIC au service du développement. On y lit qu'environ trois quarts de la population mondiale a désormais accès à un

téléphone portable. Le nombre d'abonnés dans le monde est passé de 1 milliard en 2000 à plus de 6 milliards aujourd'hui, dont 5 dans les PED. Le rapport laisse entendre que ce chiffre dépassera prochainement la population mondiale, vu l'essor des abonnements multiples.

Il ajoute que plus de 30 milliards d'applications ont été téléchargées en 2011 et que ces logiciels élargissent la palette de fonctions du portable en le muant en outil de paiement, d'aide à la navigation et de comparaison des prix. La Banque mondiale et InfoDev se montrent optimistes pour les PED, où les citoyens se servent de plus en plus du portable et téléchargent des apps pour améliorer leurs conditions de

vie, et où les pouvoirs publics utilisent des apps pour mieux servir leurs administrés et leur proposer des mécanismes d'interaction.

Que les individus, les entreprises et les gouvernements des PED puissent développer leurs propres applications mobiles en fonction des besoins locaux, tel est désormais l'enjeu. Pour favoriser le développement d'applications locales pertinentes, la Banque mondiale a mis en place cinq laboratoires d'innovation mobile, au Kenya, en Afrique du Sud, en Arménie, au Viêt-nam et au Pakistan, avec l'aide financière de la Finlande.

→ Rapport complet : <http://goo.gl/6RhUw>
→ Abrégé en français : <http://goo.gl/KPONN>

Récupération des données pour combinés



CAMILLO RUEDA LÓPEZ / WWW.KOZUMEL.INFO

La perte de données sur un appareil mobile pose un réel problème, surtout aux entreprises, aux associations et aux particuliers. C'est en juillet que la société East Africa Data Handlers, basée à Nairobi, a dévoilé son nouveau logiciel, destiné à récupérer les données perdues sur un appareil portable suite à une panne

du système, à un formatage, à une surcharge de courant, à l'effacement accidentel de fichiers ou à la corruption des données par un virus. Le logiciel est capable de récupérer jusqu'à cinq ans d'informations perdues sur la plupart des appareils. Sur les Android, iPhone et Blackberry, il peut récupérer les SMS, les MMS, les courriels, les mots de passe, les signets, les cookies, les contacts, les appariements Bluetooth et les mémos. Ce rêve a évidemment un coût qui n'est pas à la portée de tous les Africains : 6 500 shillings kényans (soit 77 dollars) pour un service minimum.

→ Site web : www.datarecovery.co.ke/

→ Article original : <http://goo.gl/lloTk>

Atlas des sites pour portable



WWW.MHEALTHAFRICA.COM

Voici un nouveau site web voué à la promotion des technologies mobiles de soins de santé : mHealth Africa. L'idée doit encore être creusée pour devenir un portail africain offrant des informations sur des projets, des documents et des apps en matière de santé mobile. Dans un premier temps, on y trouve WinSenga en

Ouganda, Cell-Life en Afrique du Sud, et MedAfrica au Kenya. Le site propose en outre deux infographies intéressantes et captivantes : l'une sur les centres d'innovation en Afrique, l'autre sur le marché africain du téléphone portable.

Une autre page intéressante est consacrée à un atlas des sites pour portable en Afrique. Développé par la société norvégienne Opera Software, Opera Mini browser est le navigateur pour portable le plus utilisé au monde. En juin 2012, la société a analysé dans le détail l'utilisation des sites web pour portables en Afrique. Cliquez sur la carte pour obtenir les statistiques de chaque pays.

→ Sites web : www.mhealthafrica.com/ <http://goo.gl/LW3Bq>

Réduire la fracture numérique

La Banque interaméricaine de développement (BID) publie un nouveau rapport sur les possibilités d'extension du haut débit en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il en ressort que la région reste à la traîne des nations les plus avancées en termes de couverture, d'accès et d'adoption des services TIC offerts sur des réseaux rapides

Intitulé *Bridging gaps, building opportunities: broadband as a catalyst for economic growth and social progress in Latin America and the Caribbean*, le rapport contient une déclaration commune et des recommandations sur les moyens d'accélérer le déploiement et l'utilisation de services à haut débit fixes et mobiles dans la région. Il cite une étude de la BID qui révèle qu'une augmentation de 10 points de la pénétration du haut débit dans la région pourrait faire croître le PIB de 3,2 % en moyenne et la production de 2,6 %.

Une meilleure implantation du haut débit et des services TIC s'avère particulièrement importante pour la compétitivité des PME. Elle permettrait en outre aux citoyens d'accéder plus facilement aux services publics ainsi qu'aux offres de soin et d'éducation, surtout pour les personnes vivant dans des zones reculées ou appartenant à des franges de population mal desservies.

Les Bahamas sont la lanterne rouge de l'hémisphère occidental pour ce qui concerne la pénétration du haut débit mobile, derrière le pays le plus pauvre de la région, Haïti. En ce qui concerne le haut débit fixe, les derniers classés sont la Jamaïque et la République dominicaine. Le rapport de la BID a été publié à la veille d'une importante réunion de fonctionnaires des télécommunications dans les Caraïbes, qui devait définir les modalités de déploiement des TIC afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015. Lors de la réunion, la BID a annoncé le dégagement de nouveaux fonds pour des projets TIC dans la région.

→ Lien vers le rapport de la BID <http://goo.gl/CXJ5u>

→ Articles corrélés <http://goo.gl/n5F3D> <http://goo.gl/f7inZ>



DIGITAL DEMOCRACY / PHOTOS TREAM

1,8 milliard d'appareils mobiles ont été vendus en 2011 ; c'est plus que l'ensemble des PC en usage dans le monde en 2011. <http://goo.gl/XLP08>

20 % des ménages des pays en développement avaient un accès à Internet en 2011, contre 70 % dans les pays développés. <http://goo.gl/vKTzq>

23 % de chances en moins pour une femme que pour un homme d'avoir un portable en Afrique subsaharienne. <http://goo.gl/Pk4c2>

Le bureau en dehors du bureau

Bibliothèque virtuelle

Les TIC font largement et intensément partie de mon quotidien. Sans elles, le Woodside Africa Group n'aurait jamais vu le jour ni réalisé ses programmes en moins de quatre ans ! J'ai débuté avec un laptop, un portable et une grande idée. Cette expérience personnelle m'a profondément convaincue que d'autres femmes initiées aux TIC pourraient elles aussi entreprendre, tous azimuts, et faire de l'inédit. C'est ce qui m'a poussée à créer le programme i-LIKE AFRICA, qui vise à familiariser un million de femmes aux TIC dans chaque pays d'Afrique.

Je veux inciter les femmes à utiliser les TIC car je sais le bénéfice que j'en ai retiré. Chaque jour sans exception, je vais sur Yahoo, Facebook et Google. Woodside publie son actualité sur ses pages Facebook. J'ai transformé mon espace Facebook personnel en bibliothèque virtuelle ; j'y mets ce qui m'intéresse non seulement pour le partager avec mes amis mais aussi pour pouvoir m'y référer plus tard, ou le lire à loisir. J'ai un compte de messagerie chez Yahoo, que je consulte fréquemment.

Les TIC – Skype et AIM notamment – me permettent d'avoir un « bureau nomade ». J'utilise Skype pour les communications nationales ou internationales informelles (clavardage, conversation et vidéo) avec des amis, des connaissances et des partenaires commerciaux de longue date. Je réserve le téléphone et les courriels aux communications purement formelles.

→ www.aim.com
→ www.skype.com

Être à jour

Monter une entreprise sociale de rang mondial, qui offre des programmes, des produits et des services efficaces, requiert de nombreuses recherches. Et de se tenir au courant des tendances mondiales dans le secteur. Acumen, Echoing Green et Ashoka Changemakers proposent des approches professionnelles durables que j'applique dans mon métier. Leurs sites web livrent de précieuses informations, du modèle d'affaires viable aux sources de financement. Sans parler des rapports annuels de RSE (responsabilité sociale des entreprises) qu'ils vont glaner sur les sites de diverses entreprises et qui sont autant de mines d'information stimulantes.

Je souscris à la 7^e habitude (« affûte la scie ») de l'éducateur et homme d'affaires américain Steve Covey : il faut donner la priorité absolue à une amélioration constante de son sens des affaires, se tenir au courant des événements, des tendances et des philosophies commerciales actuelles et futures. C'est à cela que servent les fils d'actualité et les abonnements aux grands magazines d'affaires ; economist.com, forbes.com, businessstrade.org, africa.com, entrepreneur.com, barrons.com, smartmoney.com et wsj.com figurent parmi mes sites préférés.

Équipements TIC

Les smartphones sont une bénédiction pour moi ! En temps normal, j'effectue au moins six déplacements – au bureau, à une ou deux réunions à l'extérieur, à l'école en coup de vent, à la maison, au supermarché, au club de fitness et « coincée dans les embouteillages » ! Mon portable me permet d'accéder facilement à l'information partout, à toute heure. Je préférerais me limiter à un laptop, mais ça n'irait pas. Le smartphone est plus pratique parce que je l'utilise plus souvent pour la messagerie, la navigation sur Internet, les courriels, les photos, la musique, les transferts d'argent et les cartes Google. Mon portable est devenu « mon bureau en dehors du bureau ».

Mon portable regorge d'applications que je n'utilise jamais. WhatsApp Messenger est en revanche une application de messagerie mobile multiplateforme dont je me sers tout le



Sheida Mutuku
(woodsidemarketing@yahoo.co.uk) est une entrepreneuse sociale, une consultante en RSE et une motivatrice. Elle dirige le Woodside Africa Group, qui gère le programme i-LIKE AFRICA (www.facebook.com/ILikeAfrica).

temps et qui me permet d'échanger des messages sans devoir payer de SMS. Je peux également créer des groupes et envoyer de manière illimitée des images et des messages audio et vidéo à d'autres utilisateurs.

J'utilise aussi un GPS Garmin pour mes longs déplacements et un iPad pour les réunions, les photos, faire des vidéos et écouter de la musique. Je stocke toutes les informations dont j'ai virtuellement besoin sur le service de backup dans les nuages de Safaricom.

→ www.whatsapp.com

Pensée positive

Je rêve d'avoir un lecteur de pensées. Pour consigner toutes mes errances cérébrales 24 h sur 24, 7 jours sur 7 sur une sorte de moniteur et pouvoir les consulter ultérieurement ! Pour capter les pensées d'autrui : cela raccourcirait certainement les cycles de vente ! Toutes les TIC du monde n'ont toutefois aucun intérêt sans des hommes et des femmes qui pensent positivement, qui se lèvent et agissent, qui prennent leur vie en mains.

C'est pour cela que je me réfère sans cesse au discours « Le citoyen d'une République » de Theodore Roosevelt, dont je tire cette célèbre citation : celui qui « connaît le grand enthousiasme » et qui, « dans la pire des hypothèses, chute » est un homme vrai parce qu'il « s'est élevé au-dessus des âmes mesquines qui n'ont jamais connu ni victoires ni défaites ». ◀

Monter une entreprise sociale de rang mondial, qui offre des programmes, des produits et des services efficaces, requiert de nombreuses recherches. Et de se tenir au courant des tendances mondiales dans le secteur. Les TIC permettent de glaner, de partager et de stocker ces informations.



FESAL OMAR / REUTERS